

Etats-Unis-Russie/Du fait de tensions entre Kiev et Moscou

Loi martiale en Ukraine, menaces sur la rencontre Trump-Poutine

AFP
Kiev/Ukraine

Une mesure inédite dans le pays. Quant aux deux hommes, ils devaient s'entretenir cette fin de semaine au sommet du G20 en Argentine.

LE président ukrainien Petro Porochenko a promulgué hier la loi martiale dans son pays, en pleine escalade des tensions avec Moscou qui pourrait conduire à l'annulation d'une rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine.

Hier matin, "le président Porochenko a signé la loi" votée lundi par le Parlement ukrainien, a annoncé un de ses porte-parole, Sviatoslav Tsegolko. Si les conditions d'application de la loi martiale sont encore floues, elle a été introduite pour 30 jours dans dix régions frontalières et côtières.

Inédite, cette mesure a été prise en réponse à la capture par des gardes-côtes russes de trois navires de la Marine ukrainienne dimanche en mer Noire, au large de la péninsule ukrainienne de Crimée annexée par la Russie en 2014.

Il s'agit de la première confrontation militaire ouverte entre Moscou et Kiev depuis cette annexion et le début la même année d'un conflit armé dans l'est de l'Ukraine entre forces ukrainiennes et séparatistes prorusses qui a fait plus de 10 000 morts.

Hier, le président Vladimir Poutine a à cet égard déclaré que les forces russes avaient rempli leur devoir "à la perfection, avec précision", affirmant que les équipages ukrainiens n'avaient pas répondu aux mises en garde russes.

La veille au soir, son homologue ukrainien Petro Po-



Photo : AFP/L'Union

Les tensions ukraino-russes menacent de faire capoter la rencontre entre les présidents américain Donald Trump et russe Vladimir Poutine cette fin de semaine au G20 en Argentine.

rochenko avait accusé la Russie d'avoir drastiquement renforcé sa présence militaire à la frontière ukrainienne, mettant en garde contre "la menace d'une guerre totale" avec son puissant voisin.

Parallèlement, Donald Trump est sorti de son silence, menaçant d'annuler sa rencontre, prévue pour la fin de la semaine, avec Vladimir Poutine au sommet du G20 en Argentine. "Je n'aime pas cette agression. Je ne veux pas d'agressions", a insisté le président américain, souvent accusé d'être trop conciliant avec Moscou, dans un entretien avec le Washington Post. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a néanmoins assuré hier que la "préparation" de cette rencontre se poursuivait, ajoutant n'avoir "aucune autre information" de la partie américaine.

Ces nouvelles tensions

ukraino-russes ont également été au cœur de conversations téléphoniques séparées hier entre le président turc Recep Tayyip Erdogan et ses homologues russe et ukrainien.

MM. Erdogan et Poutine ont échangé leurs points de vue "concernant la stabilité et la sécurité en mer Noire", a déclaré le Kremlin dans un communiqué.

De son côté, M. Porochenko "a appelé le président turc à renforcer la pression sur la Russie en vue de la libération des marins et navires ukrainiens", a fait savoir la présidence ukrainienne.

Accusés d'avoir franchi illégalement la frontière russe, quinze marins ukrainiens, sur les 24 faits prisonniers au cours de l'accrochage de dimanche, ont été placés en détention provisoire jusqu'au 25 janvier. Les autres devaient

rochenko.

La confusion régnait cependant autour de la date de l'entrée en vigueur de cette mesure, certaines structures officielles ukrainiennes parlant d'hier, d'autres assurant qu'elle était appliquée depuis lundi.

Le porte-parole de la présidence n'était pas joignable pour clarifier cette situation.

L'accrochage en mer Noire s'est produit lorsque des bâtiments de la Marine ukrainienne ont tenté de traverser le détroit de Kertch pour entrer dans la mer d'Azov, d'une importance cruciale pour les exportations de céréales ou d'acier produits dans l'est de l'Ukraine.

Les gardes-côtes russes, qui dépendent des services de sécurité (FSB), ont arraisonné par la force deux vedettes et un remorqueur ukrainiens, les accusant d'être entrés illégalement dans les eaux russes.

Hier, un haut responsable de l'armée russe, Vadim Astafiev, a par ailleurs confirmé le déploiement en Crimée d'un troisième système de missiles sol-air S-400, un fleuron de l'industrie militaire russe.

Les considérations de politique intérieure se mêlent aux enjeux stratégiques et militaires en mer d'Azov dans ce nouveau bras de fer entre la Russie et l'Ukraine, d'anciennes républiques "sœurs" au sein de l'Union soviétique. Vladimir Poutine a vu sa cote de popularité, très élevée pendant des années, dégringoler sur fond de problèmes économiques et d'une fronde sans précédent contre une impopulaire réforme des retraites et Petro Porochenko, qui cherche à se faire réélire pour un deuxième mandat à la présidentielle du 31 mars, est confronté à des problèmes similaires.

comparaître hier. **CARACTERE "PREVENTIF"** • "Nous devons tous être prêts à repousser l'agression de notre ennemi qui était il y a peu" seulement "notre voisin", a déclaré le chef du gouvernement ukrainien, Volodymyr Groïsmann, à l'ouverture hier du Conseil des ministres.

Face aux inquiétudes, les autorités ukrainiennes ont assuré à plusieurs reprises que la loi martiale, qui permet de mobiliser les citoyens, réguler les médias et limiter les rassemblements publics, avait un caractère "préventif".

"L'objectif de la loi martiale consiste à montrer que l'ennemi payera très cher s'il décide de nous attaquer. Cela sera comme un douche froide qui arrêtera les fous ayant le projet d'attaquer l'Ukraine", avait par exemple déclaré mardi soir à la télévision le président Po-

A travers le monde

• Afghanistan/Attentat. Dix morts à Kaboul

Au moins 10 personnes ont été tuées dans la double-attaque revendiquée par les talibans hier dans l'est de Kaboul contre une compagnie de sécurité britannique, selon un nouveau bilan des autorités. "10 morts et 19 blessés ont été évacués", a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère de la Santé, Wahid Majroh.

• Etats-Unis/Politique. Mississippi : Trump renforce sa majorité au Sénat



Photo : AFP

Donald Trump a consolidé sa majorité républicaine au Sénat (53 sièges sur 100, contre 51 aujourd'hui), avec la victoire dans le Mississippi de Cindy Hyde-Smith, une candidate controversée pour des propos aux échos racistes, à l'issue du dernier scrutin des élections de mi-mandat qui débouchent sur un Congrès américain divisé.

• Géorgie/Présidentielle. L'ex-ambassadrice française Zourabichvili donnée vainqueur

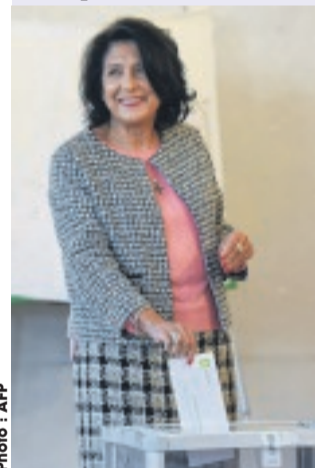


Photo : AFP

L'ex-ambassadrice française Salomé Zourabichvili, soutenue par le parti au pouvoir Rêve géorgien, est donnée vainqueur du second tour de la présidentielle géorgienne par les sondages de sortie des urnes.

• Sri Lanka/Crise. Le chef d'état-major placé en détention provisoire

La justice du Sri Lanka a placé hier en détention provisoire le chef d'état-major des armées en lien avec une enquête sur la disparition de 11 personnes à la fin de la guerre civile, qui s'est achevée en 2009. Un magistrat de Colombo a ordonné l'incarcération pour une semaine de l'amiral Ravindra Wijegunaratne, l'officier ayant le rang le plus élevé dans l'armée de cette île de l'océan Indien, pour les besoins de l'enquête.

Burkina Faso/Procès du putsch de septembre 2015

Diendéré met en cause les chefs de l'armée

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

AU troisième jour de sa comparution dans le procès du putsch raté de 2015 au Burkina Faso, le général Gilbert Diendéré a mis en cause les chefs de l'armée qui ont témoigné contre lui, devant le tribunal militaire de Ouagadougou.

"Ils ne devaient pas venir en tant que témoins mais avec une autre qualité (...). Leur place est à côté de nous,

dans le box des accusés", a lancé à la cour le général Diendéré, considéré comme le cerveau du coup d'Etat, mais qui le nie farouchement. ("L'Union" du 27 novembre 2018)

Ancien chef du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'unité d'élite de l'armée qui a perpétré le coup d'Etat, Diendéré est accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat, trahison et meurtres, lors du putsch manqué qui a fait 14 morts et 270 blessés en septembre 2015.

Au total 84 accusés sont

jugés par un tribunal militaire à Ouagadougou depuis le début du procès en février, dont un autre général, Djibrill Bassolé, ancien ministre des Affaires étrangères, également présent au procès.

Toujours vêtu de son treillis militaire, piochant des documents dans une pile de dossiers à côté de lui, Gilbert Diendéré a estimé que toute la hiérarchie militaire était impliquée dans le coup d'Etat, comme l'ancien chef d'état-major général, le général Pingrenoma Zagré, et le se-

crétaire général du ministère de la Défense nationale, le colonel-major Alassane Moné.

Alors que le parquet lisait les déclarations de ces responsables qui l'accablent, le général Diendéré a riposté, s'exprimant d'un ton ferme : "Ils ont eu le temps d'harmoniser leurs déclarations. Dans un premier temps, la hiérarchie militaire a été convoquée par le juge d'instruction mais ils ont refusé de se présenter. Il a fallu la pression populaire pour qu'ils se présentent plus de six mois après".

"Ces camarades de la hiérarchie militaire, ce sont mes promotionnaires que je connais très bien, jusqu'à leur matricule", a rappelé le général.

"Moi j'assume pleinement ma responsabilité, mais j'estime que pour une justice équitable, pour (rendre) justice à ceux qui sont morts, blessés, il aurait fallu que certaines personnes soient à cette barre", a déclaré le général, devant une salle seulement au trois-quarts pleine, alors que le public l'avait pris d'assaut lundi et mardi.